

Israël s'attire les foudres

Malgré les pressions internationales, l'Etat hébreu relance la construction dans des colonies. pp. 16-17

La Libre

BELGIQUE

Pourquoi, en Belgique, il n'y a pas d'interimaires dans les administrations.

Belgique pp.4-5

NAMUR - LUXEMBOURG - MARDI 4 DÉCEMBRE 2012 - www.lalibre.be



Climat: les clés de Doha

On est entré dans la dernière ligne droite des négociations sur le climat. Au Groenland, le réchauffement révèle quelques secrets. Reportage et dossier. pp. 20-23 & 52-53

FANNY LEORY

HORTA
HOTEL DE VENTES - AUCTIONEERS

HOTEL DE VENTES HORTA
70/74 Avenue de Roodebeek - 1030 Bruxelles
Tél.: 02 741 60 60 - Fax : 02 741 60 70
EMAIL: INFO@HORTA.BE WWW.HORTA.BE
Ventes publiques mensuelles cataloguées
Direction : Dominique de Villegas

Prochaine vente : Antiquités et œuvres d'art
10 & 11 décembre 2012 à 19h30
Exposition : 7, 8 et 9 décembre 2012



Lot 125 : Pigalle. Travail français.
Garniture de cheminée en bronze doré et marbre, comprenant une pendule, cadran signé Pigalle, flanquée de deux flambeaux au motif de jeune faunes.
Dim. : H.: 58 et 69 cm

LUNDI 17 DÉCEMBRE 2012
EVALUATIONS GRATUITES EN NOS BUREAUX SANS RENDEZ-VOUS :

- D'ŒUVRES D'ART DE 10 À 12 ET 14 À 17H
- TIMBRES, DÉCORATIONS, MONNAIES ET ACTIONS ANCIENNES DE 10H À 11H
- BIJOUX DE 10H À 12H
- LIVRES ANCIENS ET MODERNES DE 14H À 16H
- BD ET DESSINS ORIGINAUX DE 14H À 16H
- ART PRIMITIF DE 16 À 17H
- INSTRUMENTS DE MUSIQUE DE 16H À 17H

Evaluations à domicile sur rendez-vous

VENTE DE VIN EN MAI 2013 EN PRÉPARATION



Lot 106 :
ANTO CARTE
(Ecole belge
1886 1954)
Huile sur toile:
« Le fleuriste »
Dim.: 51x40



Une dizaine de propriétaires de gros bateaux de pêche d’Uummanaq se sont associés en coopérative pour faire valoir leurs voix.

La recherche de pétrole est plus que jamais active. L’indépendance financière du pays en dépend.

EN PHASE EXPLORATOIRE

Fanny Leroy
Envoyée spéciale au Groenland

Dubaï. Le modèle de l’avenir du Groenland ? “Si les réserves de pétrole dissimulées dans les abysses de nos eaux s’avèrent gigantesques, le pays pourrait prendre des allures d’émirat arabe”, suggère, en effet, Jørgen T. Hammeken-Holm, directeur exécutif du Bureau des Minerais et Pétrole (BMP). Mais il met en garde, “si cet apport financier n’est pas bien géré, investi et distribué, il pourrait détruire la société”.

L’idée d’une société où tout est économiquement possible séduit mais reste encore au stade d’hypothèse. Actuellement, les sources de pétrole et de gaz trouvées aux alentours de la péninsule ne représentent pas encore un jackpot économique. “Plusieurs compagnies étrangères sont en phase exploratoire, l’une d’entre elles depuis près de dix ans”, ajoute-t-il. Une quête de l’or noir pleine d’espoir pour les géants pétroliers, toujours en recherche de nouvelles ressources, mais aussi pour les Groenlandais. L’indépendance économique vis-à-vis du souverain Danemark est à la clé.

“Le Groenland n’est plus officiellement une colonie. Depuis le référendum de 2009, il bénéficie d’une autonomie renforcée mais seul, il n’est pas viable. Chaque année, le Danemark contribue à 40 % de son PIB, à l’aide de 4 milliards de couronnes danoises”, énumère Peter Beck, directeur de la dette au ministère des Finances. A chaque milliard supplémentaire gagné par le Groenland, son chaperon danois diminuera sa cotisation. Pour être totalement indépendant, l’ancien vassal devra donc augmenter ses gains de 8 milliards de couronnes... Une somme pas envisageable sans la manne pétrolière.

Et les bruits courent que le Groenland serait prêt à tout pour s’émanciper, même à brader ses prix. “Il est essentiel que nous trouvions une autre source de revenus. Actuellement, nous comptons essentiellement sur la pêche et le tourisme. Nous nous devons donc d’être compétitifs et attractifs vis-à-vis des compagnies pétrolières. Nous leur proposons une taxation de 37 % sur le profit ainsi qu’un impôt sur le personnel employé. Pour nous

démarrer, nous ajoutons une augmentation progressive de l’aire d’exploitation au cours d’un contrat de trente ans”, précise Jørgen T. Hammeken-Holm.

Du côté d’Avataq, l’association environnementale locale, on est sceptique. “Le Groenland est inexpérimenté dans ce domaine et le nombre de ses experts est faible contrairement aux entreprises pétrolières qui ont plus de cent ans de négociation derrière elles et des avocats surentraînés. La priorité groenlandaise semble être de s’adapter à tout prix à ces multinationales pour surtout ne pas les faire fuir par un cahier de charge trop imposant”, lance Mikkel Myrup, responsable d’Avataq. Parmi les prérogatives: la protection de l’environnement. “BMP ne peut pas poser des standards environnementaux trop élevés sous peine de voir disparaître des investisseurs potentiels”, expose-t-il encore.

Un risque écologique énorme

Pourtant, les conséquences d’une quelconque fuite de pétrole pourraient être importantes, et même irrévocables: les conditions climatiques extrêmes constituent, en effet, de sérieux obstacles à la dépollution. Les eaux froides préservant davantage les capacités adhésives et nocives des hydrocarbures. Sans compter l’impact sur la faune marine. Mais le directeur exécutif de BMP reste confiant. “Un problème similaire à celui survenu au Golfe du Mexique a peu de chance de nous arriver: simplement parce que nous obligeons les compagnies à tripler leurs systèmes de protection. De plus, le gouvernement met en place un plan de sécurité alternatif avec l’aide de la marine danoise et de la police. Celui-ci devrait être effectif d’ici cinq ans.”

Mais certains pétroliers commencent à afficher leurs propres doutes. “Les industriels devraient s’abstenir de chercher du pétrole dans ces eaux car les risques liés à l’environnement y sont trop élevés”, a ainsi déclaré en septembre dernier Christophe de Margerie, le PDG du groupe Total. Une annonce suivie par le report du lancement de la production de pétrole dans l’Arctique russe par le géant Gazprom. Pour le responsable d’Avataq, l’accumulation de phénomènes climatiques et leurs répercussions seraient fatales, à coup sûr. “Une plate-forme pétrolière n’est pas conçue pour résister à une tempête où s’entrechoquent des icebergs. Si un accident se déclare, on ne l’arrêtera pas”, affirme-t-il.

Depuis plusieurs années, Mikkel Myrup consacre bénévolement son temps libre à l’avenir environnemental de son pays. Avec quelques autres activistes, ils lisent et décryptent, en dehors de leurs heures de travail, les documents qui passent entre les mains des ministres groenlandais. “En tant qu’association, nous avons peu de poids mais notre but est d’ouvrir les yeux du gouvernement, lui faire prendre des décisions en connaissance de cause”, poursuit-il avant de dénoncer, “les

rapports d’analyse sont, en effet, créés par les entreprises elles-mêmes. Quant au BMP, il concentre les régulateurs et les preneurs de décisions. Un bel exemple de conflit d’intérêt”.

A quel saint se vouer, alors ? Le Danemark pourrait-il prêter main-forte au Groenland dans cette situation délicate de transition ? “Le gouvernement pense, en effet, que les pays nordiques vont les aider grâce à leur passé commun. Mais c’est un leurre. Les Groenlandais sont naïfs mais surtout trop généreux. Ils ont tendance à toujours voir le bon côté de la médaille et se font ensuite rattraper par les aspects négatifs. Soyons honnêtes, le Groenland, c’est un vrai paradis pour les multinationales libres d’agencer les contrats pour s’assurer un maximum de profit”, conclut-il.

Épingle

De l’aluminium africain à traiter

Admiratif du modèle islandais, le pays est aussi tenté d’accueillir en ses terres une usine de transformation d’aluminium alimentée par ces grandes potentialités en énergie hydraulique. “Ce projet est un non-sens d’un point de vue global”, déclare Mikkel Myrup. “Il s’agit d’acheminer de l’aluminium d’Afrique pour le traiter au Groenland. Par ce biais, on fait grimper notre empreinte CO₂, on pollue nos eaux et on maintient vives certaines dictatures de l’autre continent”, continue-t-il. Pour produire une tonne d’aluminium, 1,7 tonne de CO₂ est en effet émise, sans compter l’impact du transport et de la construction de l’usine. “Nous avons déjà une facture à payer en raison de notre trop grande émission de CO₂, comment allons-nous compenser le surplus de ces nouvelles industries ?” interroge-t-il encore, sans que ses questions ne trouvent actuellement de réponse. **Fa.L.**

Fonds pour le journalisme



Contrairement à l’alcool taxé à 8 euros le litre, le pétrole est l’un des produits bon marché du pays.

Le marché noir a lieu tous les jours à Nuuk, la capitale.

Des mines d’or à exploiter

Craintes

Or, zinc, fer, uranium... Les roches groenlandaises laissent seulement découvrir leurs secrets. Comment ? “Grâce” aux changements climatiques. La couverture de glace atteignant 150 mètres d’épaisseur se réduit aujourd’hui à peau de chagrin laissant nues des parcelles propices à l’exploitation minière. “La population est enthousiaste à l’idée de ces nouvelles industries minières. Pour elle, il s’agit d’une réelle opportunité d’emploi et une porte ouverte à l’amélioration du niveau de vie”, souligne Poul Krarup, rédacteur en chef du journal national, “Sermitsiaq”.

Mais avant de crier à l’aubaine, un calcul s’impose: la population groenlandaise compte 56 000 personnes sur l’ensemble de son territoire dont 15 000 Danois placés dans les hautes sphères de la société. Essentiellement chasseurs et pêcheurs, les Groenlandais sont peu nombreux à travailler dans les mines déjà existantes. Si des formations se mettent peu à peu en place, la main-d’œuvre sera-t-elle suffisante et adaptée pour exploiter ces nouvelles potentialités ? Nombreux en doutent en s’appuyant notamment sur l’exemple du projet d’extraction de minerais le plus avancé à ce jour mené par la London Mining, une entreprise britannique soutenue par des compagnies chinoises. “Si un tel projet abouti, Nuuk, la capitale du pays, va devoir accueillir 3 000 Chinois pour assurer l’extraction et fournir une main-d’œuvre moins chère que celle des locaux”, souligne Mikkel Myrup, responsable d’Avataq, l’association environnementale locale.

“Une telle arrivée pourrait créer de nombreux désordres sociaux au Groenland. Il s’agirait non seulement de construire des infrastructures pour ces employés temporaires mais cela représenterait surtout une confrontation de la population à un arrivage massif de personnes, comparé au nombre total d’habitants du pays. De plus, de telles usines impliquent des horaires de travail continu. Or, les Groenlandais ne sont pas habitués à un tel mode de fonctionnement. Douze heures de travail d’affilée, c’est inenvisageable. Ils sont trop habitués à chasser ou pêcher quand les conditions climatiques le permettent”, explique Jørgen T. Hammeken-Holm, directeur exécutif du Bureau des Minerais et Pétrole (BMP). Et d’ajouter: “Les chasseurs ont aussi peur que ces perspectives modifient les habitats actuels de la faune et bouleversent leurs procédés traditionnels de chasse.”

Une alternative ? “Nous aimerions plutôt accueillir des Canadiens qui partagent le même environnement que nous et le même climat. Mais cette main-d’œuvre coûterait plus cher, ce qui rend impossible la réalisation de certains projets. Nous sommes donc dans un cercle vicieux, tiraillés entre les envies et les peurs de la population”, ajoute-t-il.

Fa. L.